

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES

APPEL D'OFFRE N°48/RFM/2017

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION DE FES-
MEKNES**

**LOT N°1 : GROS ŒUVRES, REVETEMENT, MENUISERIE,
ELECTRICITE COURANT FORT ET COURANT FAIBLE,
PLOMBERIE, PEINTURE ET ETANCHEITE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

L'objet du présent appel d'offres est pour les **TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES-MEKNES LOT N° 1: GROS ŒUVRES, REVETEMENT, MENUISERIE, ELECTRICITE COURANT FORT ET COURANT FAIBLE, PLOMBERIE, PEINTURE ET ETANCHEITE.**

Article 2 : Mode d'Appel d'offres

Cet appel d'offre est lancé par voie de presse pour les **TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA REGION FES-MEKNES LOT N°1 : GROS ŒUVRES, REVETEMENT, MENUISERIE, ELECTRICITE COURANT FORT ET COURANT FAIBLE, PLOMBERIE, PEINTURE ET ETANCHEITE.**

Les prestations objet de la présente concurrence seront adjudgées par la commission d'Appel d'offre conformément à l'article 35 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Article 3 : Répartition des lots

Le jugement se fera **en lot unique**

Article 4 : Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté et téléchargé gratuitement dans le **Portail Marocain des Marchés Publics** www.marchepublics.com ou remis gratuitement au soumissionnaire par le Bureau des marchés de la REGION FES-MEKNES.

Article 5 : Pièces justificatives à fournir par les concurrents

Chaque concurrent est tenu, conformément aux textes en vigueur, de présenter un dossier administratif, un dossier technique, un dossier additif le cas échéant et une offre financière.

Conformément aux dispositions de l'article **26** décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics. **Les pièces suivantes sont à fournir par les concurrents :**

1/ Un dossier administratif comprenant :

a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire lieu libellé au nom de la région Fès-Meknès en tenant lieu, le cas échéant ;

- **Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché,** dans les conditions fixées à l'article 40 du décret précité:

1. la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

3. L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du décret précité, ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le Dahir n° 1-172-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis à vis dudit organisme ;

** La date de production des pièces prévues aux (2 et 3) sert de base pour l'appréciation de leur validité.*

4. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ; Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes 2), 3) et 4 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- Au moment de la présentation de l'offre :

Outre les pièces du dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du présent marché.

- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse

Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

2/ Un dossier technique comprenant :

L'attestation de classification et qualifications conformément à l'Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique N°1395-14 du 27 Chaabane 1435 (23 juin 2014) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret N°2-94-223 du 6 Moharrem 1415 (16 juin 1994).

SECTEUR	QUALIFICATIONS EXIGÉES	CLASSE minimale exigée
Secteur A : Construction	A5	3

3/ Pièces complémentaires :

a) Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « Lu et Accepté ».

b) Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages ;

c) Un dossier additif (les attestations de référence...etc)

4/ Une offre financière qui comprend :

- L'acte d'engagement par lot (modèle ci-joint)
- le bordereau des prix - détail estimatif

Article 6 : Etablissement des actes d'engagement

Les actes d'engagement doivent être établis sur papier timbré et être conformes au modèle établi par l'administration.

Tout acte d'engagement qui contient des restrictions ou des réserves ou qui présente avec le modèle prescrit une différence substantielle sera déclaré nul et non avenu.

Les soumissionnaires doivent présenter, un bordereau des prix et un détail estimatif. Le montant de l'acte d'engagement doit être écrit en chiffres et en toutes lettres.

Les indications du détail estimatif et du bordereau des prix doivent être en parfaite concordance tant entre elles qu'avec celles de l'acte d'engagement.

En cas de discordance entre les indications de ces différentes pièces, les indications de prix du bordereau des prix sont tenues pour bonnes, et les indications contraires aussi bien que les erreurs matérielles sont rectifiées d'office pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 7 : Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 148 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics et l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N°20-14 du 4 septembre 2014, et afin de faciliter le traitement des offres déposées sous format papier, le pli du concurrent doit porter, outre les indications fixées à l'article 29 du décret 2-12-349 précité, les indications suivantes :

- L'adresse électronique du concurrent ;
- Le numéro du registre de commerce et la ville.

Article 8 : Dépôt des plis des concurrents

Les concurrents peuvent:

- Déposer leurs dossiers **au siège de la Région Fès-Meknès ;**
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Ou bien les transmettre par voie électronique via le portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma conformément aux dispositions de l'article 148 du décret n°2-12-349 précité et selon les prescriptions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N°20-14 du 4 Septembre 2014.

Article 9 : Délai pour la réception des plis des concurrents.

Le délai pour la réception des offres expire le jour et l'heure prévus pour l'ouverture des plis, au début de la séance et avant l'ouverture des plis comme prévu par l'avis d'appel d'offres.

Article 10 : Résultat définitif de l'appel d'offres

Les résultats d'examen des offres seront affichés conformément à l'article 44 du décret précité. Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si ses offres ne sont pas acceptées par la commission ou s'il n'a pas donné suite à l'appel d'offre.

Article 11 : Critères d'évaluation des offres

Les offres seront examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39, 40 et 41 du décret précité.

Seules les offres des concurrents retenues après l'évaluation des dossiers administratifs et techniques, seront soumises aux évaluations financières et l'offre retenue sera celle la moins disante.

**Lu et accepté par l'Entrepreneur
(Cachet et signature)**

Signé :

Le maitre d'ouvrage



ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Intérieur
Conseil Régional
Marrakech

Pour le Président et P.O.
Directeur Général des
Services

Abderrazzak MOUMNI